



Plan de lutte contre la radicalisation : Les collectivités du FFSU mobilisées et partenaires

« Prévenir pour protéger » : telle est l'ambition du nouveau plan de lutte contre la radicalisation présenté par le Premier Ministre, Edouard Philippe, le 23 février dernier. Les élus du Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU) l'accueillent d'autant plus favorablement que ce plan reprend de nombreuses propositions du FFSU : donner la priorité à la prévention, renforcer la coordination entre l'État et les collectivités territoriales ou encore encourager les retours d'expérience des actions menées en France et en Europe.

Afin de décliner efficacement ces annonces en actions, les élus du FFSU insistent sur 3 impératifs :

- capitaliser sur les projets déjà menés par les collectivités. À cette fin, le FFSU publie un recueil des actions et stratégies de prévention de la radicalisation déployées par ses membres.
- donner aux villes les moyens financiers et humains pour agir.
- proposer des formations communes à l'ensemble des acteurs impliqués.

Capitaliser sur les actions déjà menées

Le plan appelle à généraliser les plans de prévention de la radicalisation au niveau local. De nombreuses collectivités ont déjà déployé de telles stratégies axées sur de prévention de la radicalisation ou le désengagement. Sur la centaine de collectivités membres du FFSU, une quinzaine a mené des actions innovantes telles que des campagnes de discours alternatifs à la propagande extrémiste ou encore des plans de renforcement de la résilience de la population, et notamment des sortants de prison.

Afin de contribuer au débat public et d'encourager les retours d'expérience entre collectivités, le FFSU publie un recueil des initiatives menées par ses membres pour prévenir la radicalisation.

Donner les moyens d'agir aux collectivités

Si les villes peuvent s'inspirer des actions menées par d'autres collectivités, elles doivent nécessairement réaliser un diagnostic de leurs besoins locaux. En effet, les dynamiques menant à la radicalisation violente sont différentes selon les publics et les territoires. Comprendre et agir sur ces dynamiques demandent des ressources financières et humaines et des savoir-faire en termes d'ingénierie. Il est donc indispensable que l'État accompagne les collectivités en leur donnant les moyens adéquats pour mener leurs actions.

Renforcer et décloisonner la formation

Le plan prévoit d'intensifier la formation des agents et des élus locaux. Toutefois, elle ne devrait pas se limiter ce public mais s'adresser à l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la prévention de la radicalisation : société civile, forces de l'ordre, justice... La formation est en effet un levier essentiel pour faire émerger une culture commune à l'ensemble des acteurs ainsi que pour renforcer leur confiance et connaissance mutuelles. Decloisonner les formations contribuera également à la mise en place d'habitudes de travail et à l'efficacité des échanges d'informations.

ILS ONT DÉCLARÉ

Roger Vicot, Président du FFSU et Maire de Lomme

« Ce nouveau plan de prévention de la radicalisation est intéressant. Mais il est encore insuffisant. Le gouvernement doit aussi nous donner les moyens d'agir efficacement sans pour autant négliger la prévention de la délinquance. Si prévenir la radicalisation est indispensable, en tant qu'élus, nous ne devons pas oublier que c'est la sécurité quotidienne de nos concitoyens que nous devons garantir. »

Elizabeth Johnston, déléguée générale du FFSU

« Le dialogue entre l'État et les acteurs locaux et le rôle des collectivités territoriales sont enfin pleinement reconnus : c'est très positif. Nous devons maintenant faire un premier bilan des actions déjà menées par les villes et accompagner celles qui sont moins avancées sur le sujet dans la mise en place de leur stratégie. Le Forum les aidera et suivra avec attention leurs réussites et leurs difficultés afin de faire des retours réguliers au gouvernement. »

////////////////////////////////////

A propos du Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU)

Créé en 1992 à l'initiative de Gilbert Bonnemaïson, Député-maire d'Epinaï-sur-Seine, le Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU) est une association regroupant une centaine de collectivités territoriales, représentatives des diversités géographiques, urbaines et politiques en France. Le Forum a pour objectif de renforcer les politiques locales de sécurité urbaine respectant un équilibre entre prévention, sanction et cohésion sociale, et de promouvoir le rôle des collectivités territoriales dans l'élaboration des politiques au niveau national et européen.

Le FFSU s'inscrit au sein du Forum européen pour la sécurité urbaine (Efus) qui regroupe 250 collectivités locales européennes.

Plus d'informations : www.ffsu.org

Contact / Demande d'interview

Margaux Rouillard, Responsable Communication

rouillard@ffsu.org

01 40 64 44 12